



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/250
22 septembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session

ORGANISATION DE LA QUARANTE-HUITIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET
REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

Premier rapport du Bureau

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	2
II. ORGANISATION DE LA SESSION	5 - 35	2
III. OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS AU SUJET DE L'ORGANISATION DES FUTURES SESSIONS	36 - 37	10
IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	38 - 46	10
V. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR	47 - 49	23

I. INTRODUCTION

1. A ses 1re et 2e séances, le 22 septembre 1993, le Bureau a examiné un mémoire du Secrétaire général concernant l'organisation de la quarante-huitième session ordinaire et des futures sessions de l'Assemblée générale, l'adoption de l'ordre du jour et la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (A/BUR/48/1 et Add.1). Le résumé des débats figurera dans les comptes rendus analytiques de ces séances (A/BUR/48/SR.1 et 2).

2. Comme le Secrétaire général l'a suggéré au paragraphe 3 de son mémoire (A/BUR/48/1), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions figurant dans les annexes V, VI, VII et VIII de son règlement intérieur.

3. Le Bureau a pris note de la résolution 47/233 de l'Assemblée générale, en date du 17 août 1993, par laquelle l'Assemblée a notamment créé une nouvelle Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation et recommandé qu'en attendant que le processus de revitalisation soit examiné plus avant, les points de l'ordre du jour dont l'examen était précédemment confié à la Commission politique spéciale et à la Quatrième Commission soient renvoyés à la nouvelle Commission susmentionnée (ibid., par. 4).

4. Le Bureau a également pris acte de la déclaration que le Secrétaire général a faite devant la Cinquième Commission, le 26 août 1993 (voir A/C.47/SR.71), au sujet de la situation financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies et de la nécessité de prendre certaines dispositions touchant les services de conférence (A/BUR/48/1, par. 5). A ce propos, il a pris note de la lettre datée du 20 septembre 1993, que le Président du Comité des conférences a adressée au Président de l'Assemblée générale (A/48/416).

II. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Bureau

5. Le Bureau a pris note des décisions de l'Assemblée générale intéressant ses travaux, que le Secrétaire général avait portées à son attention au paragraphe 6 de son mémoire (A/BUR/48/1).

B. Rationalisation des travaux

6. Le Bureau a pris note (ibid., par. 7 et 8) des mesures prises par le Secrétaire général en vue d'atteindre l'objectif de renouveau et de réforme, en particulier les recommandations 2, 3 et 7 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies¹, telles qu'elles sont décrites dans ses rapports intérimaires sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale (A/42/234, A/43/286 et A/44/222), ainsi que dans un rapport supplémentaire qu'il a présenté à la quarante-cinquième session de l'Assemblée (A/45/226). Le Bureau a aussi pris note de la résolution 46/232 de l'Assemblée, en date du 2 mars 1992, concernant

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).

la revitalisation du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, de sa résolution 46/235 du 13 avril 1992, relative à la restructuration et à la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, et de sa résolution 47/233 du 17 août 1993, relative aux travaux de l'Assemblée. Il a en outre pris acte de la déclaration que le Secrétaire général a faite devant la Cinquième Commission le 26 août 1993.

7. Sur la proposition du Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 9), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que le service des séances au Siège ne pourra être assuré que dans la limite des ressources en personnel disponibles dans le cadre des effectifs permanents. Les ressources en question ne permettent pas plus de 63 séances par semaine, dont 10 seront réservées pour le Conseil de sécurité et les 53 autres pour l'Assemblée générale. Il ne sera guère possible d'assurer le service des consultations officieuses et des réunions des groupes de travail, des groupes régionaux ou des autres groupes d'Etats Membres. Il est essentiel d'utiliser au mieux les services de conférence disponibles.

8. Le Bureau a noté que les mesures qui ont été prises pour réduire les dépenses relatives aux heures supplémentaires seront strictement appliquées.

C. Date de clôture de la session

9. Conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement intérieur, le Bureau recommande à l'Assemblée de suspendre sa quarante-huitième session au plus tard le mardi 21 décembre 1993 et d'en clôturer les travaux le lundi 19 septembre 1994. Le Bureau recommande en outre à l'Assemblée d'inviter toutes les grandes commissions à commencer leurs travaux dès que possible et à n'épargner aucun effort pour les achever d'ici au 3 décembre 1993.

D. Horaire des séances

10. Sur la suggestion du Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 12), le Bureau recommande à l'Assemblée que les séances du matin commencent à 10 heures précises pour toutes les séances – celles de l'Assemblée plénière et des grandes commissions – pendant la quarante-huitième session.

11. Sur la suggestion du Secrétaire général également (ibid.), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que le service des séances de l'Assemblée – aussi bien des séances plénières que des séances des commissions – ne sera pas assuré au-delà de 18 heures les jours de semaine. Il ne se tiendra pas de séances pendant le week-end. Ces dispositions ne s'appliqueront pas aux séances plénières consacrées au débat général.

12. Sur la suggestion du Secrétaire général également (ibid., par. 13), le Bureau recommande, afin d'éviter que les séances ne commencent avec du retard, que l'Assemblée générale lève l'obligation concernant le nombre des membres qui doivent être présents pour que le Président puisse déclarer la séance ouverte et permettre le déroulement du débat (un tiers au moins dans le cas des séances plénières et un quart au moins dans celui des séances des grandes commissions). Il est entendu qu'une telle recommandation ne modifierait en rien les

dispositions des articles 67 et 108 du règlement intérieur et que la présence de la majorité des membres serait toujours requise pour la prise de toute décision.

13. A cet égard, le Bureau recommande aussi à l'Assemblée générale que l'on rappelle aux délégations l'extrême importance de la ponctualité en vue d'assurer une organisation des travaux qui soit véritablement efficace et de permettre à l'Organisation de faire des économies.

E. Débat général

14. Comme l'a suggéré le Secrétaire général (ibid., par. 15 et 16), le Bureau recommande :

a) Que le débat général commence le lundi 27 septembre et s'achève le jeudi 14 octobre 1993;

b) Que la liste des orateurs désirant participer au débat général soit close le mercredi 29 septembre à 18 heures.

15. Sur la proposition du Secrétaire général (ibid., par. 17), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la décision qu'elle a prise à ses précédentes sessions d'interdire la pratique consistant à présenter des félicitations dans la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours. Le Bureau a décidé de recommander que cette décision soit également applicable à la quarante-huitième session. Le Bureau recommande à cet égard que les orateurs qui auront pris la parole dans le cadre du débat général passent par le bureau GA-200 derrière le podium pour regagner leur siège, une fois leur déclaration prononcée.

F. Explications de vote, droit de réponse, motions d'ordre et durée des interventions

16. Comme l'a suggéré le Secrétaire général (ibid., par. 18), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 6, 7 et 8 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), ainsi libellés :

"6. Les explications de vote doivent être limitées à 10 minutes.

7. Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission.

8. Les jours où il y a deux séances et où ces séances sont consacrées à l'examen du même point de l'ordre du jour, les délégations doivent exercer leur droit de réponse en fin de journée."

17. Sur la suggestion du Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 19), le Bureau recommande à l'Assemblée générale de limiter à cinq minutes le temps de parole au titre des motions d'ordre, comme cela se fait pour les explications de vote et le droit de réponse.

18. En outre, à propos de la durée des déclarations, dans un souci de rationalisation et d'économie, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale, comme il l'a fait à ses dernières sessions, sur les articles 72 et 114 du règlement intérieur et sur le paragraphe 22 de l'annexe VI à ce règlement, pour qu'une décision soit prise à ce sujet par l'Assemblée en séance plénière et par les grandes commissions.

G. Comptes rendus des séances

19. Le Bureau a noté que des procès-verbaux seraient établis pendant la quarante-huitième session pour les séances plénières de l'Assemblée générale et des comptes rendus analytiques pour les séances du Bureau et des grandes commissions de l'Assemblée (ibid., par. 21).

20. A cet égard, le Bureau recommande à l'Assemblée générale que la pratique consistant à ne pas reproduire in extenso les déclarations faites au sein d'une grande commission soit maintenue pour la quarante-huitième session (ibid., par. 22).

H. Déclaration de clôture

21. Comme l'a suggéré le Secrétaire général (ibid., par. 24), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 17 de sa décision 34/401, ainsi libellé :

"17. Pour gagner du temps en fin de session, l'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent abandonner la pratique des déclarations de clôture, à l'exception de celles des présidents."

I. Résolutions

22. Sur la suggestion du Secrétaire général (ibid., par. 25), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 32 de sa décision 34/401, qui est ainsi conçu :

"32. Chaque fois que cela sera possible, les résolutions qui prévoient qu'une question sera examinée à une session ultérieure ne doivent pas donner lieu à l'inscription d'un nouveau point distinct à l'ordre du jour et la question doit être examinée au titre du point sous lequel la résolution a été adoptée."

23. Toujours sur la suggestion du Secrétaire général (ibid., par. 26 et 27), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur l'alinéa f) de la recommandation 3 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, qui est ainsi conçu :

"f) Il faudrait s'employer à réduire le nombre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale. L'Assemblée ne devrait prier le Secrétaire général d'établir des rapports que si cela est indispensable pour faciliter l'application d'une résolution ou poursuivre l'examen d'une question."

Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 1 et 10 de l'annexe à la résolution 45/45 (A/520/Rev.15 et Amend.1, annexe VIII).

24. A ce propos, le Bureau recommande à l'Assemblée générale de faire preuve de la plus grande modération lorsqu'elle formulera des demandes ou des propositions pouvant entraîner des dépenses supplémentaires pour l'Organisation.

J. Documentation

25. Comme l'a proposé le Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 29), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 28 de sa décision 34/401, ainsi libellé :

"28. L'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent se borner à prendre acte des rapports du Secrétaire général ou des organes subsidiaires qui n'appellent pas de décision de la part de l'Assemblée, sans tenir de débat ni adopter de résolution, à moins que le Secrétaire général ou l'organe intéressé ne le demande expressément."

26. Le Bureau a noté que, malgré les dispositions adoptées par l'Assemblée générale pour contrôler et limiter la documentation, le volume de la documentation préalable à la session n'a cessé d'augmenter ces dernières années, sans que les ressources aient été accrues pour autant, ce qui a entraîné de sérieux retards au niveau de la publication des documents (ibid., par. 30).

27. Le Bureau a également noté que, étant donné la gravité de la crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies, les missions permanentes ne recevront que deux exemplaires des documents officiels et que la pratique de la distribution simultanée des documents dans toutes les langues sera modifiée. L'anglais et le français étant les langues de travail du Secrétariat, les versions anglaise et française des documents préalables continueront de paraître en même temps. Si, à ce moment-là, les autres versions de ces documents ne sont pas prêtes, elles seront distribuées ultérieurement. Comme précédemment, les projets de résolution et de décision et les rapports des grandes commissions seront distribués simultanément dans toutes les langues (ibid., par. 31). A cet égard, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée sur le fait que, compte tenu des préoccupations que plusieurs délégations ont exprimé au sujet des mesures ci-dessus, le Président de l'Assemblée générale a entamé des entretiens avec le Secrétaire général en vue de trouver une solution.

K. Questions se rapportant au budget-programme

28. Comme l'a suggéré le Secrétaire général (ibid., par. 32 et 33), qui s'est référé à l'article 153 du règlement intérieur, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 12 et 13 de sa décision 34/401, ainsi libellés :

"12. Il est essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième

Commission, et qu'elles tiennent compte de cette nécessité lorsqu'elles adoptent leur programme de travail.

13. En outre :

a) Une date limite obligatoire – le 1er décembre au plus tard – doit être fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières;

b) La Cinquième Commission doit, comme pratique générale, envisager d'accepter sans débat les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les incidences financières des projets de résolution, jusqu'à concurrence d'un montant limite prescrit, à savoir 25 000 dollars pour un point donné;

c) Des délais fermes doivent être fixés pour que les rapports des organes subsidiaires qui doivent être examinés par la Cinquième Commission soient présentés au plus tôt;

d) Un minimum de 48 heures doit être prévu entre la présentation d'une proposition impliquant des dépenses et le vote sur cette proposition, afin de permettre au Secrétaire général d'établir et de présenter l'état des incidences administratives et financières s'y rapportant."

Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 6 de sa résolution 35/10 A du 3 novembre 1980, qui se lit comme suit :

"6. Décide que toutes les propositions concernant le calendrier des conférences et réunions qui auront été faites lors d'une session de l'Assemblée générale seront revues par le Comité des conférences lorsque les incidences administratives seront examinées en vertu des dispositions de l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée."

29. Comme l'a également suggéré le Secrétaire général (ibid., par. 32), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur l'article 4.9 du règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (résolution 37/234, annexe); cet article est ainsi conçu :

"Article 4.9. Aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision qui implique une modification du budget-programme approuvé par l'Assemblée générale ou qui peut entraîner des dépenses s'il n'a pas été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences que la décision envisagée peut avoir sur le budget-programme et n'en a pas tenu compte."

30. A propos de l'alinéa d) du paragraphe 13 de la décision 34/101 cité ci-dessus, le Bureau tient à appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les observations du Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 34 et 35), selon lesquelles l'établissement d'un état des incidences sur le budget-programme peut prendre quelques jours selon la nature et la complexité des propositions impliquant des modifications du programme de travail et des dépenses supplémentaires. En

outre, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission ont besoin de quelques jours pour examiner les incidences sur le budget-programme d'un projet de résolution avant que l'Assemblée puisse en être saisie. Le Secrétaire général estime donc souhaitable que les Etats Membres soumettent leurs propositions nécessitant l'établissement d'un état des incidences sur le budget-programme suffisamment à l'avance pour éviter que des réunions ne doivent être annulées et que l'examen de points de l'ordre du jour ne doive être reporté.

L. Manifestations et réunions commémoratives

31. Sur la suggestion du Secrétaire général (ibid., par. 36), le Bureau recommande à l'Assemblée générale que dans le souci d'assurer la souplesse nécessaire et, à l'exception de l'anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée adopte le plan suivant pour les réunions commémoratives : déclarations du Président de l'Assemblée générale et du Secrétaire général, et déclarations des présidents des cinq groupes régionaux et des représentants du pays hôte. Le Bureau recommande également que l'on envisage de limiter chaque déclaration à 15 minutes.

32. Sur la suggestion du Secrétaire général (ibid., par. 37), le Bureau recommande en outre que les réunions commémoratives se tiennent autant que possible immédiatement après le débat général, de façon à permettre aux dignitaires présents au débat général d'y assister. Cela facilitera également la planification préalable des travaux de l'Assemblée.

M. Conférences spéciales

33. Comme l'a suggéré le Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 38), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la recommandation 6 du Comité des conférences, adoptée par l'Assemblée au paragraphe b) de sa décision 34/405, qui se lit comme suit :

"b) Le Comité, eu égard aux difficultés que rencontre le Secrétariat, d'une part, pour préparer convenablement les réunions, notamment pour distribuer la documentation en temps voulu, et les Etats Membres, d'autre part, pour participer pleinement aux réunions, recommande à l'Assemblée générale de donner pour instructions aux grandes commissions de revoir le nombre de conférences spéciales de l'ONU déjà proposées et prévues dans leurs domaines d'activité respectifs avant de décider de réunir des conférences spéciales nouvelles et supplémentaires, tenant compte ainsi des passages pertinents de la résolution 33/55 de l'Assemblée générale."

Le Bureau appelle aussi l'attention de l'Assemblée générale sur la recommandation 2 d) du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, qui est conçue comme suit :

"L'Assemblée générale a adopté, avant 1978, plusieurs résolutions demandant qu'il ne soit prévu chaque année qu'une seule grande conférence. La décision de l'Assemblée générale tendant à ce qu'il n'y ait pas plus de cinq conférences spéciales organisées au cours d'une même année et à ce qu'il n'en soit tenu plus d'une à la fois devrait être rigoureusement observée."

34. De plus, sur la suggestion du Secrétaire général (ibid., par. 39), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions pertinentes de la recommandation 4 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, qui est conçue comme suit :

"Le principe énoncé dans la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, et selon lequel les organes de l'ONU se réunissent à leurs sièges respectifs, devrait être strictement appliqué. Lorsque l'Assemblée accepte l'offre, par le gouvernement d'un Etat Membre, d'accueillir une conférence ou une réunion hors siège, les coûts supplémentaires devraient être intégralement supportés par ce gouvernement. Il faudrait améliorer la façon de budgétiser lesdits coûts pour faire en sorte qu'il n'en soit pas omis."

N. Réunions d'organes subsidiaires

35. Eu égard aux recommandations présentées par le Comité des conférences (A/48/417), le Bureau recommande à l'Assemblée générale que les organes subsidiaires ci-après soient autorisés à se réunir pendant la quarante-huitième session, à la stricte condition que ces réunions se tiennent dans les limites des installations et des services disponibles :

- a) Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe;
- b) Comité du programme et de la coordination;
- c) Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud;
- d) Comité des conférences;
- e) Comité des relations avec le pays hôte;
- f) Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
- g) Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- h) Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud;
- i) Comité préparatoire du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies;
- j) Comité spécial contre l'apartheid;
- k) Comité spécial chargé de choisir les lauréats du Prix des droits de l'homme des Nations Unies;
- l) Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

III. OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS AU SUJET DE L'ORGANISATION DES FUTURES SESSIONS

36. Le Bureau a pris note des vues du Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 40 et 41). L'ordre du jour de l'Assemblée générale reflète les préoccupations des Etats Membres concernant une vaste gamme de questions à caractère politique, économique, social et financier. La complexité et l'interdisciplinarité croissantes de nombreux dossiers d'intérêt mondial sont un défi lancé à la faculté de l'Organisation des Nations Unies de réagir rapidement. L'ordre du jour de l'Assemblée comprend de nombreux points nécessitant un examen approfondi, en temps opportun dans des délais souvent contraignants. Il est par conséquent impératif que l'Assemblée poursuive la rationalisation de ses procédures en vue de l'organisation efficace de ses travaux et de l'utilisation optimale du temps dont elle dispose.

37. Sur la suggestion du Secrétaire général (ibid., par. 42), le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'envisager la possibilité de rationaliser ses réunions entre janvier et août de façon à faciliter la planification par les délégations et le Secrétariat. Ces dernières années, l'Assemblée s'est souvent réunie entre les mois de janvier et d'août. Plus récemment, pendant la quarante-septième session, elle a siégé tous les mois, de janvier à septembre. Ces réunions – excepté celles concernant des questions renvoyées à la Première Commission – n'étant pas prévues au calendrier, des dispositions ponctuelles ont dû être prises pour assurer les services de secrétariat nécessaires, au détriment d'autres besoins.

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

38. Le Bureau a examiné le projet d'ordre du jour de la quarante-huitième session présenté par le Secrétaire général dans son mémoire (A/BUR/48/1 et Add.1). Toutes les questions inscrites au projet d'ordre du jour figuraient dans les documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session (A/48/150 et Corr.1);
- b) Liste supplémentaire de questions (A/48/200);
- c) Demande d'inscription de questions additionnelles (A/48/231 et A/48/232).

39. Le Bureau a décidé de recommander, comme l'avait suggéré le Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 44), que l'Assemblée générale donne pour instructions à ses grandes commissions d'examiner leur ordre du jour en vue de rationaliser leur programme de travail. En particulier, les grandes commissions devraient envisager :

- a) La possibilité de regrouper des questions connexes sous un énoncé unique;
- b) La possibilité d'échelonner l'examen des questions sur deux années ou plus.

40. En ce qui concerne le point 38 de l'ordre du jour (Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain), le Bureau a décidé de recommander que l'intitulé du point soit libellé comme suit : "Elimination de l'apartheid et instauration d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale".

41. En ce qui concerne le point 41 de l'ordre du jour (Assistance internationale d'urgence à la reconstruction de l'Afghanistan dévasté par la guerre), le Bureau a décidé de recommander que l'intitulé du point soit libellé ainsi : "Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre".

42. En ce qui concerne le point 89 du projet d'ordre du jour (Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India), le Bureau a décidé de recommander que l'examen de la question soit renvoyé à la quarante-neuvième session et que ce point soit inscrit à l'ordre du jour provisoire de cette session.

43. En ce qui concerne le point 121 du projet d'ordre du jour (Question du Timor oriental), le Bureau a décidé de recommander que l'examen de la question soit renvoyé à la quarante-neuvième session et que ce point soit inscrit à l'ordre du jour provisoire de cette session.

44. En ce qui concerne le point 157 du projet d'ordre du jour (Exercice effectif du droit à l'autodétermination par l'autonomie), le Bureau a décidé de recommander que ce point soit inscrit à l'ordre du jour en tant qu'alinéa du point 109 du projet d'ordre du jour (Droit des peuples à l'autodétermination).

45. En ce qui concerne le point 158 du projet d'ordre du jour (Examen de la situation exceptionnelle de la République de Chine à Taïwan dans le contexte international, au regard du principe d'universalité et de la formule établie de représentation parallèle, à l'Organisation des Nations Unies, des pays qui sont divisés), le Bureau a décidé de ne pas recommander son inscription à l'ordre du jour.

46. Compte tenu des paragraphes 38 à 45 ci-dessus, le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'adopter l'ordre du jour suivant² :

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la Bulgarie (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).
3. Pouvoirs des représentants à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale (P.3) :

² Abréviations utilisées dans le présent document :

(P.) : question inscrite à l'ordre du jour provisoire (A/48/150 et Corr.1) ;

(S.) : question figurant sur la liste supplémentaire (A/48/200) ;

(A.) : questions additionnelles (A/48/231 et A/48/232).

/...

- a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
- b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
- 4. Election du Président de l'Assemblée générale (P.4).
- 5. Election des bureaux des grandes commissions (P.5).
- 6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (P.6).
- 7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
- 8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (P.8).
- 9. Débat général (P.9).
- 10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
- 11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
- 12. Rapport du Conseil économique et social (P.12).
- 13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.13).
- 14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.14).
- 15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (P.15) :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
- 16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (P.16) :
 - a) Election de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - b) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - c) Election de vingt membres du Comité du programme et de la coordination;
 - d) Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.17) :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale;
 - g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection;
 - i) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.18).
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (P.19).
20. Quarante-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (P.20).
21. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine (P.21).
22. Université pour la paix (P.22).
23. Programmes et activités en faveur de la paix dans le monde (P.23).
24. Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (P.24).
25. Question de l'île comorienne de Mayotte (P.25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (P.26).
27. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes (P.27).
28. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain (P.28).

29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique (P.29).
30. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique (P.30).
31. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (P.31).
32. Retrait total des forces militaires étrangères des territoires des Etats baltes (P.32).
33. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (P.33).
34. La situation au Moyen-Orient (P.34).
35. Question de Palestine (P.35).
36. Droit de la mer (P.36).
37. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (P.37).
38. Elimination de l'apartheid et instauration d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale (P.38)³.
39. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe (P.39).
40. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (P.40).
41. Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre (P.41)⁴.
42. La situation en Bosnie-Herzégovine (P.42).
43. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (P.43).
44. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies (P.44).
45. Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua : séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles (P.45).
46. Question des îles Falkland (Malvinas) (P.46).

³ Voir par. 40.

⁴ Voir par. 41.

47. Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1995 (P.47).
48. Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (P.48).
49. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (P.49).
50. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (P.50).
51. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (P.51).
52. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (P.52).
53. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (P.53).
54. Question de Chypre (P.54).
55. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression irakienne contre le Koweït (P.55).
56. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (P.56).
57. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement (P.57).
58. Réduction des budgets militaires (P.58) :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Transparence des dépenses militaires.
59. Respect des accords de limitation des armements et de désarmement (P.59).
60. Education et information en matière de désarmement (P.60).
61. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (P.61).
62. Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale (P.62).
63. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes (P.63).

64. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification (P.64).
65. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (P.65).
66. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (P.66).
67. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (P.67).
68. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud (P.68).
69. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (P.69).
70. Prévention d'une course aux armements dans l'espace (P.70).
71. Désarmement général et complet (P.71) :
 - a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques;
 - c) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement;
 - d) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - e) Relation entre le désarmement et le développement;
 - f) Désarmement régional;
 - g) Transparence dans le domaine des armements;
 - h) Transferts internationaux d'armes;
 - i) Désarmement classique à l'échelon régional.
72. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (P.72) :
 - a) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement;
 - b) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - c) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;
 - d) Gel des armements nucléaires;

- e) Mesures de confiance à l'échelon régional;
 - f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.
73. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (P.73) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement;
 - d) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.
74. Armement nucléaire d'Israël (P.74).
75. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (P.75).
76. Question de l'Antarctique (P.76).
77. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (P.77).
78. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (P.78).
79. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (P.79).
80. Maintien de la sécurité internationale (P.80).
81. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (P.81).
82. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (P.82).
83. Effets des rayonnements ionisants (P.83).
84. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (P.84).
85. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.85).

86. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (P.86).
87. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (P.87).
88. Questions relatives à l'information (P.88).
89. Science et paix (P.90).
90. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (P.91).
91. Développement et coopération économique internationale (P.92) :
 - a) Commerce et développement;
 - b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - c) Participation effective et intégration des femmes au développement;
 - d) Coopération économique et technique entre pays en développement;
 - e) Environnement;
 - f) Désertification et sécheresse;
 - g) Etablissements humains;
 - h) Science et technique au service du développement;
 - i) Esprit d'entreprise;
 - j) Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale.
92. Crise de la dette extérieure et développement (P.93).
93. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (P.94).
94. Activités opérationnelles de développement (P.95) :
 - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - c) Activités de coopération technique des Nations Unies;
 - d) Programme des Volontaires des Nations Unies.

95. Coopération internationale pour la croissance économique et le développement (P.96) :
- a) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement;
 - b) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.
96. Conférence internationale sur la population et le développement (P.97).
97. Conférence internationale sur le financement du développement (P.98).
98. Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (P.99).
99. Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (P.100) :
- a) Elaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique;
 - b) Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires;
 - c) Utilisation durable et conservation des ressources biologiques marines en haute mer : Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants.
100. Programmes spéciaux d'assistance économique (P.101).
101. Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola (P.102).
102. Aide à la reconstruction et au développement d'El Salvador (P.103).
103. Coopération et assistance internationales en vue d'atténuer les conséquences de la guerre en Croatie et de faciliter le relèvement de ce pays (P.104).
104. Mise en valeur des ressources humaines (P.105).
105. Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (P.106).
106. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (P.107).

107. Elimination du racisme et de la discrimination raciale (P.108).
108. Droit des peuples à l'autodétermination (P.109) :
- a) Droit des peuples à l'autodétermination;
 - b) Exercice effectif du droit à l'autodétermination par l'autonomie (P.157)⁵.
109. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (P.110).
110. Prévention du crime et justice pénale (P.111).
111. Promotion de la femme (P.112).
112. Contrôle international des drogues (P.113).
113. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (P.114).
114. Questions relatives aux droits de l'homme (P.115) :
- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux.
115. Situation des droits de l'homme en Estonie et en Lettonie (P.116).
116. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.117).
117. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe (P.118).
118. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.119).
119. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (P.120).

⁵ Voir par. 44.

120. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.122) :
 - a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
121. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (P.123).
122. Budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993 (P.124).
123. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 (P.125).
124. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (P.126).
125. Corps commun d'inspection (P.127).
126. Plan des conférences (P.128).
127. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (P.129).
128. Régime commun des Nations Unies (P.130).
129. Régime des pensions des Nations Unies (P.131).
130. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (P.132) :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
131. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (P.133).
132. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (P.134) :
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
133. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (P.135).
134. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (P.136).
135. Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (P.137).

/...

136. Financement de la Force de protection des Nations Unies (P.138).
137. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM II) (P.139).
138. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (P.140) :
 - a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Reclassement du Bélarus et de l'Ukraine dans le groupe d'Etats Membres visé au paragraphe 3 c) de la résolution 43/232 (S.2) de l'Assemblée générale.
139. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (P.141).
140. Mesures visant à éliminer le terrorisme international (P.142).
141. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international (P.143).
142. Décennie des Nations Unies pour le droit international (P.144).
143. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-cinquième session (P.145).
144. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-sixième session (P.146).
145. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.147).
146. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (P.148).
147. Convention sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (P.149).
148. Demande d'avis consultatif adressée à la Cour internationale de Justice (P.150).
149. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (P.151).
150. Octroi à l'Organisation de coopération économique du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (P.152).
151. Perspectives et participation : une initiative des Nations Unies (P.153).
152. Question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé et mesures de nature à permettre que les responsables de ces attaques soient traduits en justice (P.154).

153. Octroi à la Cour permanente d'arbitrage du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (P.155).
154. Bureaux provisoires des Nations Unies (P.156).
155. Assistance au déminage (S.3).
156. Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission (S.4).
157. Octroi au Parlement latino-américain du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (S.5).
158. Octroi à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (A.1).
159. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (résolution 47/235, du 14 septembre 1993).
160. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (résolution 47/236 du 14 septembre 1993).
161. Examen de la procédure prévue à l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies (A.2).

V. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

47. Comme l'a suggéré le Secrétaire général (A/BUR/48/1, par. 46), le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 4 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.15, annexe VI), ainsi libellé :

"4. Les questions de fond doivent, en règle générale, être examinées d'abord par une grande commission et, par conséquent, les questions réservées auparavant aux séances plénières doivent désormais être renvoyées à une grande commission, à moins que les circonstances n'exigent qu'elles continuent à être examinées en séance plénière."

Le Bureau appelle aussi l'attention de l'Assemblée sur les paragraphes pertinents de la résolution 39/88 B et de la résolution 45/45 (A/520/Rev.15 et Amend.1, annexes VII et VIII). Le paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 39/88 B se lit comme suit :

"5. Les présidents des grandes commissions devraient, compte tenu de l'expérience acquise, prendre l'initiative de proposer le regroupement des questions analogues ou connexes afin qu'elles fassent l'objet d'un seul et même débat général."

Le paragraphe 6 de l'annexe à la résolution 45/45 est conçu comme suit :

"6. En faisant ses recommandations sur la répartition des points de l'ordre du jour entre les grandes commissions et l'Assemblée

plénière, le Bureau devrait assurer la meilleure utilisation possible des compétences des commissions."

48. Tenant compte des recommandations contenues dans la section IV ci-dessus concernant l'inscription des questions à l'ordre du jour, le Bureau a approuvé la répartition des points indiquée au paragraphe 58 du mémoire du Secrétaire général (A/BUR/48/1 et Add.1), avec les modifications suivantes :

a) Séances plénières

i) Point 18 (Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) les chapitres du rapport du Comité spécial (A/48/23) qui ont trait à des territoires particuliers, de façon que l'Assemblée puisse examiner en séance plénière la question de l'application de la Déclaration en général.

ii) Point 38 (Elimination de l'apartheid et instauration d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les représentants de l'Organisation de l'unité africaine et des mouvements de libération nationale reconnus par elle seraient autorisés à participer à l'examen de ce point en séance plénière et que les organisations et personnes portant un intérêt particulier à cette question seraient autorisées à se faire entendre par la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).

iii) Point 41 (Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre)

Point 45 (Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua : séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles)

Le Bureau a décidé de différer sa recommandation quant à l'attribution de ces questions.

iv) Point 46 [Questions des îles Falkland (Malvinas)]

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les organisations et personnes portant un intérêt à cette question seraient entendues à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) lors de l'examen du point en séance plénière.

v) Point 54 (Question de Chypre)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre à une date appropriée durant la session la décision sur l'attribution de cette question.

vi) Point 150 (Octroi à l'Organisation de coopération économique du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner directement ce point en séance plénière.

vii) Point 151 (Perspectives et participation : une initiative des Nations Unies)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner directement ce point en séance plénière.

viii) Point 153 (Octroi à la Cour permanente d'arbitrage du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner directement ce point en séance plénière.

ix) Point 154 (Bureaux provisoires des Nations Unies)

Le Bureau a décidé de différer sa recommandation quant à l'attribution de cette question.

x) Point 155 (Assistance au déminage)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner directement ce point en séance plénière.

xi) Point 157 (Octroi au Parlement latino-américain du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner directement ce point en séance plénière.

xii) Point 158 (Octroi à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner directement ce point en séance plénière.

b) Première Commission

i) Point 71 (Désarmement général et complet)

Le Bureau a décidé de recommander que les paragraphes pertinents du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/48/341), qui doit être examiné directement en séance plénière au

titre du point 14, soient portés à l'attention de la Première Commission lorsqu'elle examinera le point 71.

- ii) Point 156 (Rationalisation des travaux et réformes de l'ordre du jour de la Première Commission)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer ce point à la Première Commission.

- c) Troisième Commission

- i) Point 108 b) (Exercice effectif du droit à l'autodétermination par l'autonomie)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer ce point subsidiaire à la Troisième Commission, étant entendu qu'il serait d'abord présenté en séance plénière puis examiné par la Troisième Commission.

- ii) Point 109 (Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que, compte tenu de la résolution 47/237 du 20 septembre 1993, les cérémonies d'ouverture de l'Année internationale de la famille se tiennent le mardi 7 décembre 1993, dans la matinée.

- iii) Point 111 (Promotion de la femme)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer à la Deuxième Commission le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur le fonctionnement, la gestion et le budget du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme aux fins d'examen au titre du point 94 (Activités opérationnelles de développement).

- iv) Point 112 (Contrôle international des drogues)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que les séances plénières prévues au paragraphe 1 de la résolution 47/99 du 16 décembre 1992 se tiennent le mardi 26 et le mercredi 27 octobre 1993.

- v) Point 114 b) (Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que, en application de la décision 47/429 du 18 décembre 1992, la cérémonie d'attribution des prix des droits de l'homme en 1993 se tienne le vendredi 10 décembre 1993, en séance plénière, à l'occasion de la

célébration du quarante-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

d) Cinquième Commission

i) Point 125 (Corps commun d'inspection)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer ce point à la Cinquième Commission, étant entendu que les rapports du Corps commun d'inspection portant sur des questions attribuées à d'autres grandes commissions seraient également renvoyés auxdites commissions.

ii) Point 138 b) (Reclassement du Bélarus et de l'Ukraine dans le groupe d'Etats Membres visé au paragraphe 3 c) de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer ce point à la Cinquième Commission.

e) Sixième Commission

i) Point 152 (Question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé et mesures de nature à permettre que les responsables de ces attaques soient traduits en justice)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer ce point à la Sixième Commission.

ii) Point 161 (Examen de la procédure prévue à l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies)

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer ce point à la Sixième Commission.

49. Compte tenu des paragraphes 47 et 48 ci-dessus, le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'adopter la répartition suivante des questions inscrites à l'ordre du jour⁶ :

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la Bulgarie (D.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (D.2).
3. Pouvoirs des représentants à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale (D.3) :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

4. Election du Président de l'Assemblée générale (D.4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (D.5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (D.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (D.7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (D.8).
9. Débat général (D.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (D.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (D.11).
12. Rapport du Conseil économique et social (chap. I, III, V (sect. C), VIII et IX) (D.12)⁷.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (D.13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (D.14)⁸.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (D.15) :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (D.16) :
 - a) Election de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - b) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;

⁷ Les chapitres du rapport indiqués ci-après seraient également renvoyés aux Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions, comme suit :

- a) Chapitres I et IX Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions
- b) Chapitre III Deuxième Commission
- c) Chapitre V (sect. C) Deuxième et Troisième Commissions

⁸ Voir par. 48 b) i).

- c) Election de vingt membres du Comité du programme et de la coordination;
 - d) Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (D.17)⁹ :
- g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection;
 - i) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (D.18)¹⁰.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (D.19).
20. Quarante-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (D.20)¹¹.
21. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine (D.21).
22. Université pour la paix (D.22).
23. Programmes et activités en faveur de la paix dans le monde (D.23).
24. Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (D.24).
25. Question de l'île comorienne de Mayotte (D.25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (D.26).
27. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes (D.27).
28. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain (D.28).
29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique (D.29).

⁹ Pour les alinéas a) à f), voir "Cinquième Commission", point 24.

¹⁰ Voir par. 48 a) i).

¹¹ Voir par. 48 c) v).

30. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique (D.30).
31. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (D.31).
32. Retrait total des forces militaires étrangères des territoires des Etats baltes (D.32).
33. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (D.33).
34. La situation au Moyen-Orient (D.34).
35. Question de Palestine (D.35).
36. Droit de la mer (D.36).
37. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (D.37).
38. Elimination de l'apartheid et instauration d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale (D.38)¹².
39. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe (D.39).
40. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (D.40).
41. La situation en Bosnie-Herzégovine (D.42).
42. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (D.43).
43. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies (D.44).
44. Question des îles Falkland (Malvinas) (D.46)¹³.
45. Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1995 (D.47).
46. Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (D.48).

¹² Voir par. 48 a) ii). Voir aussi par. 40.

¹³ Voir par. 48 a) iv).

47. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (D.49).
48. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (D.50).
49. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (D.51).
50. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (D.52).
51. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (D.53).
52. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression irakienne contre le Koweït (D.55).
53. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (D.56).
54. Octroi à l'Organisation de coopération économique du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (D.150)¹⁴.
55. Perspectives et participation : une initiative des Nations Unies (D.151)¹⁵.
56. Octroi à la Cour permanente d'arbitrage du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (D.153)¹⁶.
57. Assistance au déminage (D.155)¹⁷.
58. Octroi au Parlement latino-américain du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (D.157)¹⁸.
59. Octroi à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (D.158)¹⁹.

¹⁴ Voir par. 48 a) vi).

¹⁵ Voir par. 48 a) vii).

¹⁶ Voir par. 48 a) viii).

¹⁷ Voir par. 48 a) x).

¹⁸ Voir par. 48 a) xi).

¹⁹ Voir par. 48 a) xii).

Première Commission

1. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement (D.57).
2. Réduction des budgets militaires (D.58) :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Transparence des dépenses militaires.
3. Respect des accords de limitation des armements et de désarmement (D.59).
4. Education et information en matière de désarmement (D.60).
5. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (D.61).
6. Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale (D.62).
7. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes (D.63).
8. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification (D.64).
9. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (D.65).
10. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (D.66).
11. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (D.67).
12. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud (D.68).
13. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (D.69).
14. Prévention d'une course aux armements dans l'espace (D.70).
15. Désarmement général et complet (D.71)²⁰ :
 - a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques;

²⁰ Voir par 48 b) i).

- c) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement;
 - d) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - e) Relation entre le désarmement et le développement;
 - f) Désarmement régional;
 - g) Transparence dans le domaine des armements;
 - h) Transferts internationaux d'armes;
 - i) Désarmement classique à l'échelon régional.
16. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (D.72) :
- a) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement;
 - b) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - c) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;
 - d) Gel des armements nucléaires;
 - e) Mesures de confiance à l'échelon régional;
 - f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.
17. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (D.73) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement;
 - d) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.
18. Armement nucléaire d'Israël (D.74).
19. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (D.75).

20. Question de l'Antarctique (D.76).
21. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (D.77).
22. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (D.78).
23. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (D.79).
24. Maintien de la sécurité internationale (D.80).
25. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (D.81).
26. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (D.82).
27. Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission (D.156)²¹.

Commission des questions politiques spéciales et de
la décolonisation (Quatrième Commission)

1. Effets des rayonnements ionisants (D.83).
2. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (D.84).
3. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (D.85).
4. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (D.86).
5. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (D.87).
6. Questions relatives à l'information (D.88).
7. Science et paix (D.89).
8. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (D.90).
9. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (D.116).

²¹ Voir par. 48 b) ii).

10. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe (D.117).
11. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (D.118).
12. Rapport du Conseil économique et social [chap. V (sect. A)] (D.12)²².
13. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (D.119).
14. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (D.18)²³.
15. Elimination de l'apartheid et instauration d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale (D.38)²⁴.
16. Question des îles Falkland (Malvinas) (D.46)²⁵.

Deuxième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social [chap. I, III, IV, V (sect. A et C à I), VI) et IX)] (D.12)²⁶.

²² Le chapitre V (sect. A) serait également renvoyé aux Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions.

²³ Voir par. 48 a) i).

²⁴ Voir par. 48 a) ii). Voir aussi par. 40.

²⁵ Voir par. 48 a) iv).

²⁶ Les chapitres du rapport énumérés ci-après seraient également portés à l'attention des séances plénières, de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) et des Troisième et Cinquième Commissions, comme suit :

- | | | |
|----|--------------------------------|--|
| a) | Chapitres I et IX | Séances plénières, Troisième et Cinquième Commissions |
| b) | Chapitre III | Séances plénières |
| c) | Chapitre V (sect. A) | Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), Troisième et Cinquième Commissions |
| d) | Chapitre V (sect. C) | Séances plénières et Troisième Commission |

2. Développement et coopération économique internationale (D.91) :
 - a) Commerce et développement;
 - b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - c) Participation effective et intégration des femmes au développement;
 - d) Coopération économique et technique entre pays en développement;
 - e) Environnement;
 - f) Désertification et sécheresse;
 - g) Etablissements humains;
 - h) Science et technique au service du développement;
 - i) Esprit d'entreprise;
 - j) Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale.
3. Crise de la dette extérieure et développement (D.92).
4. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (D.93).
5. Activités opérationnelles de développement (D.94)²⁷ :
 - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - c) Activités de coopération technique des Nations Unies;
 - d) Programme des Volontaires des Nations Unies.
6. Coopération internationale pour la croissance économique et le développement (D.95) :
 - a) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement;
 - b) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.
7. Conférence internationale sur la population et le développement (D.96).

²⁷ Voir par. 48 c) iii).

8. Conférence internationale sur le financement du développement (D.97).
9. Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (D.98).
10. Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (D.99) :
 - a) Elaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique;
 - b) Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires;
 - c) Utilisation durable et conservation des ressources biologiques marines en haute mer : Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants.
11. Programmes spéciaux d'assistance économique (D.100).
12. Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola (D.101).
13. Aide à la reconstruction et au développement d'El Salvador (D.102).
14. Coopération et assistance internationales en vue d'atténuer les conséquences de la guerre en Croatie et de faciliter le relèvement de ce pays (D.103).
15. Mise en valeur des ressources humaines (D.104).
16. Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (D.105).
17. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (D.106).

Troisième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (chap. I, II, V (sect. A, C et J), VII et IX) (D.12)²⁸.
2. Elimination du racisme et de la discrimination raciale (D.107).
3. Droit des peuples à l'autodétermination (D.108) :
 - a) Droit des peuples à l'autodétermination;
 - b) Exercice effectif du droit à l'autodétermination par l'autonomie (P.157)²⁹.
4. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (D.109)³⁰.
5. Prévention du crime et justice pénale (D.110).
6. Promotion de la femme (D.111)³¹.
7. Contrôle international des drogues (D.112)³².
8. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (D.113).

²⁸ Les chapitres du rapport énumérés ci-après seraient également portés à l'attention des séances plénières, de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), et des Deuxième et Cinquième Commissions, comme suit :

- | | | |
|----|--------------------------------|---|
| a) | Chapitres I et IX | Séances plénières, Deuxième et Cinquième Commissions |
| b) | Chapitre V (sect. A) | Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), Deuxième et Cinquième Commissions |
| c) | Chapitre V (sect. C) | Séances plénières et Deuxième Commission |

²⁹ Voir par. 48 c) i).

³⁰ Voir par. 48 c) ii).

³¹ Voir par. 48 c) iii).

³² Voir par. 48 c) iv).

9. Questions relatives aux droits de l'homme (D.114) :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales³³;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux.

10. Situation des droits de l'homme en Estonie et en Lettonie (D.115).

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (D.120) :
 - a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (D.121).
3. Budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993 (D.122).
4. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 (D.123).
5. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (D.124).
6. Corps commun d'inspection (D.125)³⁴.
7. Plan des conférences (D.126).
8. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (D.127).
9. Régime commun des Nations Unies (D.128).
10. Régime des pensions des Nations Unies (D.129).
11. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (D.130) :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;

³³ Voir par. 48 c) v).

³⁴ Voir par. 48 d) i).

- b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
- 12. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (D.131).
- 13. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (D.132) :
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
- 14. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (D.133).
- 15. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (D.134).
- 16. Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (D.135).
- 17. Financement de la Force de protection des Nations Unies (D.136).
- 18. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM II) (D.137).
- 19. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (D.138) :
 - a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Reclassement du Bélarus et de l'Ukraine dans le groupe d'Etats Membres visé au paragraphe 3 c) de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale³⁵.
- 20. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (D.149).
- 21. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (D.159).
- 22. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (D.160).

³⁵ Voir par. 48 d) ii).

23. Rapport du Conseil économique et social (chap. I, V (sect. A et B) et IX) (D.12)³⁶.
24. Nomination aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (D.17)³⁷ :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale.

Sixième Commission

1. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (D.139).
2. Mesures visant à éliminer le terrorisme international (D.140).
3. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international (D.141).
4. Décennie des Nations Unies pour le droit international (D.142).
5. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-cinquième session (D.143).

³⁶ Les chapitres du rapport énumérés ci-après seraient également portés à l'attention des séances plénières, de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), et des Deuxième et Troisième Commissions, comme suit :

- a) Chapitres I et IX Séances plénières, Deuxième et Troisième Commissions
- b) Chapitre V (sect. A) Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), Deuxième et Troisième Commissions

³⁷ Pour les alinéas g) à i), voir "Séances plénières", point 17.

6. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-sixième session (D.144).
7. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (D.145).
8. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (D.146).
9. Convention sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (D.147).
10. Demande d'avis consultatif adressée à la Cour internationale de Justice (D.148).
11. Question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé et mesures de nature à permettre que les responsables de ces attaques soient traduits en justice (D/152)³⁸.
12. Examen de la procédure prévue à l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies (D.161)³⁹.

³⁸ Voir par. 48 e) i).

³⁹ Voir par. 48 e) ii).